

Économie



Conjoncture

Le Maroc émergent en 2030 ?

● **Dépendance au secteur primaire, hausse du chômage, recrudescence du sentiment de pauvreté, faible progression de la valeur ajoutée agricole... Le Maroc est-il condamné à demeurer au club des pays en développement ?**

7,3%

de croissance annuelle, c'est la performance que devra réaliser le Maroc afin de gagner son ticket d'entrée au club des pays émergents. C'est en tout cas l'un des scénarii développés par le Centre marocain de conjoncture (CMC) dans son dernier bulletin thématique pour l'année 2017. Selon les projections du centre, le Maroc peut prétendre à un tel taux de croissance, pour peu qu'il établisse les conditions nécessaires d'une croissance forte et durable. Pour y parvenir, le royaume devra accélérer les réformes mises en place dans plusieurs domaines et les étendre à d'autres activités à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois. «Des progrès sensibles sont encore attendus pour mieux structurer, moderniser et rendre l'économie nationale plus compétitive», précise le centre présidé par Habib El Malki. Cet objectif ne peut être atteint que si certains obstacles sont levés. Les plus im-

portants sont la dépendance de l'économie marocaine du secteur agricole, les déséquilibres profonds caractérisant le marché du travail, les finances publiques, le commerce extérieur et le poids du secteur de l'informel.

LA PRODUCTIVITÉ, CLÉ DE VOÛTE

Il est à noter que le taux de croissance s'est établi durant la période 2008-2012 autour d'une moyenne de 4,5% par an. Selon le diagnostic du CMC opéré sur les 15 dernières années, l'appareil productif du Maroc demeure encore sous-équipé avec une intensité capitalistique relativement faible par rapport à la situation de nombreux pays comparables. L'étude montre également que l'accumulation du capital a été à l'origine pour une large part de l'accélération du rythme de croissance avec un gain moyen de 1,5 à 2 points en moyenne sur l'ensemble de la période. Toutefois, selon le Centre de conjoncture, l'effort de l'accumulation du capital physique ne pourrait cependant être optimisé sans

l'amélioration substantielle de la productivité. Selon les simulations numériques, la hausse du rythme d'accroissement de la productivité des facteurs est susceptible d'engendrer des gains importants en termes de croissance. Cette hausse est estimée à environ 3% sur la période 2015-2030 et pourrait porter le taux de croissance potentiel à 7,3% par an. En réalité, la croissance devrait varier entre un minimum de 5,3% selon les hypothèses les plus faibles et un 7,3% dans les hypothèses les plus favorables. «Il s'agit en somme de transiter d'une dynamique de croissance tirée par la seule accumulation des facteurs, capital et travail, vers un processus visant, parallèlement à l'accumulation des facteurs, plus d'efficience», commente le CMC dans son bulletin annuel.

LE CHÔMAGE A LA PEAU DURE

Les projections du CMC restent toutefois pessimistes en ce qui concerne la situation de l'emploi. «L'évolution probable de la popula-

tion active et de l'emploi sur les quinze prochaines années semble, au vu des tendances démographiques actuelles, contenues dans des limites ne dépassant pas le taux de 1,3% par an», regrette le CMC. Même dans le cas où le taux d'activité pourrait s'améliorer sous l'effet de la progression attendue du taux de participation du genre féminin dans la vie active, l'accumulation du facteur travail atteindrait difficilement le rythme moyen de 2% par an. Selon le rapport, la réduction des déséquilibres en termes de chômage et de sous-emploi nécessitera l'accès à des sentiers de croissance de l'ordre de 6% par an en moyenne. «La perspective d'une croissance à 6,5% sur le long terme permettrait, en l'absence de toute perturbation exogène, de réduire de façon significative le chômage et ramener son taux à une moyenne variant de 7 à 7,5% sur le long terme. Ce scénario permettrait également de ramener le ratio du solde budgétaire du PIB à des niveaux plus soutenables».

LE DÉFICIT COMMERCIAL SE BANALISE

Les projections relatives au commerce extérieur dans le cadre de ce scénario ne montrent cependant pas d'améliorations significatives par rapport à la tendance observée au cours des dernières années malgré le développement du secteur exportateur et la diversification des produits et des marchés qui en résulterait. Le commerce extérieur n'a cessé de se consolider depuis le début de la décennie 2000. Le volume des échanges a en effet maintenu un rythme d'expansion soutenu malgré les signes de ralentissement enregistrés ces dernières années. Pour une valeur globale atteignant à 631 MMDH au terme de l'année 2016, les transactions globales sur les marchandises ont enregistré une hausse moyenne de 5,9% sur la période 2010-2016, en décélération de 2,4 points par rapport à la décennie précédente. L'origine structurelle du déficit risque manifestement de continuer à peser lourd pour le royaume en raison notamment de sa dépendance énergétique et ses besoins en demi-produits et en outils de production importés.

PAR **AYOUB NAÏM**
a.naim@leseco.ma

●●●
Pour le Centre marocain de conjoncture (CMC), une émergence économique du Maroc à l'horizon 2030 est possible, pour peu que le royaume établisse les conditions nécessaires d'une croissance forte et durable.